

Harcèlement juridique et criminalisation des défenseurs des droits de l'Homme à Chypre

Le 23 mars dernier, une procédure judiciaire a été entamée contre Doros Polykarpou, directeur de KISA, organisation partenaire de Migrateurop à Chypre. Depuis de nombreuses années, KISA est victime d'un harcèlement juridique et de pressions croissantes visant à étouffer ses activités. Cet énième procès s'inscrit dans un contexte plus général de montée du racisme et de la xénophobie dans le pays.

En novembre 2010 a eu lieu le Rainbow Festival, un événement multiculturel, festif et familial co-organisé tous les ans par KISA et sponsorisé par le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Culture, et le Comité pour la Jeunesse, soutenu entre autres par la représentation de la Commission Européenne à Chypre.

Face à la montée des incidents et crimes à caractère racistes¹, KISA a décidé d'organiser le Rainbow Festival à Larnaca le 5 novembre 2011, comme contre-événement à une manifestation fasciste organisée par diverses organisations nationalistes (telles le « Mouvement de Résistance Grec » et le « Mouvement pour le salut de Chypre »).

Afin de protéger la sécurité des participants, parmi lesquels des enfants, KISA s'est assuré auprès des autorités municipales que la manifestation ne passerait pas par le bord de mer, où le festival avait lieu. Néanmoins, la police a autorisé cette « marche pacifique contre l'immigration illégale » (selon les termes des policiers) à avancer sur les lieux du Rainbow Festival. Après de violentes provocations verbales xénophobes, les manifestants ont finalement attaqué physiquement les participants au festival (voir [vidéo](#)). Un participant chypriote turc a été poignardé, et deux personnes d'origine étrangère, sans lien avec l'événement culturel, grièvement blessées. Ces trois personnes ont été conduites à l'hôpital.

Ces incidents graves, [dénoncés](#) par de nombreuses organisations en Europe, se poursuivent dans le pays et n'ont malheureusement pas conduit à des prises de décision fortes de la part des autorités pour combattre la montée de la xénophobie et d'un nationalisme exacerbé. Bien au contraire. Alors qu'aucune arrestation n'a eu lieu en lien avec les agressions dont ont été victimes les trois personnes, Doros Pokyarpou est désormais poursuivi pour participation à une manifestation illégale.

Freinée dans ses activités par les autorités via des procédures juridiques sans fondement, KISA subit un harcèlement juridique grave. Cet événement fait écho aux difficultés rencontrées par d'autres mouvements en Europe ; ainsi ces diverses atteintes visent à intimider les défenseurs des droits de l'Homme (arrestations de membres de No-Border à Bruxelles en octobre 2010 ; diminution des financements publics à l'association espagnole CEAR suite à la publication de rapports critiques sur les conditions de rétention ; arrestations de militants pour « délit de solidarité » en France)

A l'heure d'une inquiétante montée du racisme en Europe et d'un durcissement constant des politiques migratoires qui nourrit préjugés et intolérance, Migrateurop rappelle sa solidarité avec les organisations de la société civiles réprimées par les autorités, et exprime sa profonde préoccupation face aux actions dont elles sont victimes.

¹Incendies criminels, attaques. Organisations régulières de manifestations anti-migrants par des groupes fascistes, proches des groupes néo-nazis pour certains.

Le réseau Migreurop tient également à rappeler qu'il est de la responsabilité des responsables politiques de combattre le racisme et l'intolérance, non d'étouffer la voix de ceux qui tentent de participer au débat démocratique et à la défense des droits de l'Homme.

Signataires : ABCDS (Ma), ATMF (F), Cimade (F), Ciré (B), Gadem (Ma), Gisti (F), LDH (B), Migreurop, SOS Racisme (Es)